

ACTIF

	31/12/2017	31/12/2016
A) Credits envers les membres	-	-
B) Immobilisations	-	-
I - Immobilisations bruts		
1) coûts d'élargissement	528.004	537.765
6) Immobilisations en cours et avances	177.031	76.579
7) Autres	177.092	30.866
Total I	882.127	645.210
II - Immobilisations nettes		
1) Immeubles	227.066	228.711
2) équipement	232	5.879
3) équipement industriel et de commerce	-	-
4) Autres	67.534	95.762
5) Immobilisations en cours et avances	-	-
total II	294.832	330.352
III - Financières		
1) participation à:		
a) Filiales	-	-
b) associées	-	-
c) sociétés mères	-	-
d) autres sociétés	7.360	7.080
2) Crédits:		
a) de filiales due après 12 mois	-	-
b) à des sociétés associées due après 12 mois	-	-
c) des sociétés mères due après 12 mois	-	-
d) d'autres personnes due après 12 mois	3.710	-
3) Autres	-	-
4) Actions propres (valeur nominale)	-	-
Total III	3.650	7.080
Total des immobilisations (B)	1.180.609	982.643
C) Actifs circulants		
I - Restes:	29.360	-
1) Matières premières, auxiliaires et consommables	-	-
2) Travaux en cours, produits semi-finis	-	-
3) Travaux en cours sur les contrats	-	-
4) Produits finis et produits destinés à la revente	-	-
5) Avances	-	-
Total I	29.360	-
II - Crédits:		
1) vers les bailleurs de fonds due après 12 mois	2.952.538	2.453.494
2) des filiales due après 12 mois	-	-
3) des sociétés associées due après 12 mois	-	-
4) aux sociétés mères	-	-
4bis) Crédits fiscales due sur 12 mois	38.429	37.748
4ter) impôts différés due sur 12 mois	-	-
5) vers les autres due sur 12 mois	847.136	772.929
total II	3.856.405	3.282.471
III - Activités financières:		
6) Autres	-	-
total III	-	-
IV - Liquidité:		
1) Comptes bancaires et postaux	5.691.427	1.954.030
2) chèques	2.100	-
3) valeur de caisse	4.113.272	5.060.655
total IV	9.806.800	7.014.685
Total actif courant (C)	13.692.565	10.297.156
D) Courus et différées		
1) Courus actifs	-	-
2) Différées actifs	22.087.822	17.420.455
Total Courus et différées (D)	22.087.822	17.420.455
Total actif	36.960.996	28.700.254

Le Président
Claudio Ceravolo




PASSIF

31/12/2017

31/12/2016

	31/12/2017	31/12/2016
A) Capitaux		
I. Fonds commun	70.000	70.000
V. réserves statutaires	-	-
VI. Réserve pour actions propres en portefeuille	-	-
VII. autres réserves	770.482	651.413
VIII. Bénéfice (perte) reporté	8.363	(-131.825)
IX. Bénéfice (perte) de l'exercice	2.983	2.138
Total des capitaux propres (A)	851.828	591.726
B) Provisions pour risques et charges		
1) pour les pensions et obligations similaires	-	-
2) a. impôt	-	-
b. impôts différés	-	-
3) autre	72.721	72.721
Total provisions pour risques et charges (B)	72.721	72.721
C) Provision pour indemnités de cessation d'emploi	438.517	438.517
D) Dettes		
1) obligations	-	-
due après 12 mois	-	-
2) obligations convertibles	-	-
due après 12 mois	-	-
3) aux actionnaires pour les prêts	-	-
due après 12 mois	-	-
4) aux banques	1.341.687	264.879
due après 12 mois	-	-
5) Dettes / autres bailleurs	-	138.623
due après 12 mois	-	-
6) Avances	-	-
due après 12 mois	-	-
7) dettes envers fournisseurs	191.957	251.839
due après 12 mois	-	-
8) titres émis par crédit	-	-
due après 12 mois	-	-
9) vers les filiales	-	-
due après 12 mois	-	-
10) entreprises / associés	-	-
due après 12 mois	-	-
11) envers les sociétés mères	-	-
due après 12 mois	-	-
12) Dettes fiscales	55.020	51.054
due après 12 mois	-	-
13) Dettes envers la prév. et de la sécurité sociale	130.651	117.054
due après 12 mois	25.344	4.236
14) autres dettes	2.446.076	2.314.662
due après 12 mois	-	-
Total debts (D)	4.190.736	3.142.347
E) Courus et différées		
1) frais courus	229.674	146.876
2) revenu différé	31.136.097	24.308.067
Total Courus et différées	31.365.771	24.454.942
Totale passif	36.960.996	28.700.254

Le Président
Claudio Ceravolo




COMPTE DE RESULTAT

	<u>31/12/2017</u>	<u>31/12/2016</u>
A) Valeur de production		
1) Produits des ventes et des services	40.090.132	27.649.848
2) Variation des stocks	-	-
3) Variation de contrat de travail en cours	-	-
4) Augmentation des immobilisations pour les travaux internes	-	-
5) Autres revenus	1.711.610	1.782.346
Subventions de fonctionnement	-	-
Totale valeur de production (A)	41.801.743	29.432.194
B) Coût de production		
6) Matières premières	9.380.497	6.468.370
7) Services	12.466.976	7.669.100
8) Utilisation des actifs de tiers	38.207	44.147
9) Personnel:	16.686.416	12.525.750
a) salaires et traitements	3.637.703	3.398.328
b) sécurité sociale	435.177	399.459
c) indemnités	105.264	101.106
d) pensions et similaires	-	-
e) autres coûts	12.508.272	8.626.857
10) Amortissement et dépréciation:	445.012	379.284
a) amortissement des actifs	372.090	334.840
b) amortissement des immobilisations	72.923	44.444
11) Variation des stocks	-	-
12) Provisions pour risques	138.050	40.000
13) Autres provisions	140.000	-
14) Autres charges	2.200.698	2.369.339
Coûts totaux (B)	41.495.856	29.495.990
Différence (A - B)	305.887 -	63.796
C) produits et charges financiers		
15) Revenus de participation:		-
16) Autres produits financiers (pas d'investissements)	904	1.302
4) d'autres	904	1.302
17) Intérêts et autres charges financières:	99.934	137.743
d) dus aux banques	99.934	137.743
f) autres dettes	-	-
17bis) Utiles et pertes de change:	-	202.374
a) utiles de taux de change	627.091	586.611
b) pertes de taux de change	830.965	384.237
c) provision au risque de change	-	-
Différence entre les utiles et les dépenses financier (C)	-	302.905
D) Dépréciation des actifs financiers	-	-
Totale (D)	-	-
Résultat de l'exercice (A - B ± C ± D)	2.983	2.138

Le Président
Claudio Ceravolo




NOTE COMPLÉMENTAIRE AU BILAN

COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE est une Fondation sans but lucratif dont les buts sont de contribuer au développement des communautés avec lesquelles elle coopère dans les Pays en Voie de Développement. Ces buts sont atteints principalement par la réalisation de programmes de développement avec les PVD, la sélection et la formation de personnes qui ont l'intention de s'engager volontairement dans les programmes de la Fondation.

COOPI est une "ONLUS" de droit selon l'art.10 alinéa 8 du décret-loi D.L. 4 décembre 1997, n. 460.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2017 a été rédigé en tenant compte des indications fournies par les réglementations de droit civil et est composé de l'État du Capital (selon l'art.2424 c.c.), du Compte-rendu de Gestion (selon les art. 2425 et 2425 bis c.c.) et de cette Note Complémentaire.

Nous présentons à l'attention et à l'approbation des membres les documents constituant les états financiers selon le paramètre indiqué par les dispositions du Code civil; pour chaque article du bilan et du compte de résultat on a procédé à une comparaison de l'élément correspondant de l'année précédente.

La compilation des documents contenant les états financiers de la Fondation et a été menée selon les préceptes de la loi, en particulier la note donne une illustration, une analyse et, dans certains cas, complètent les données budgétaires et contient les informations requises par l'art. 2427 du Code civil comme indiqué ci-dessous.

1) Les critères utilisés pour l'évaluation des articles du bilan, la dépréciation des valeurs d'acquisition et la conversion avec la monnaie ayant cours légal dans l'État.

Les éléments qui apparaissent dans les états financiers ont été évalués en fonction des critères énoncés dans le Code Civil.

Tous les articles correspondent aux valeurs présentes aux comptes. Les critères utilisés pour le bilan au 31.12.2017 ne diffèrent pas de celles utilisées pour préparer les états financiers de l'exercice précédent, en particulier dans l'évaluation et la continuité des mêmes principes. L'évaluation des différents postes budgétaires a été faite en fonction de critères généraux de prudence et de régularisation sur une base de continuité des activités et en tenant compte de la fonction économique de l'actif ou du passif concerné.

L'application du principe de l'évaluation prudente a permis l'évaluation des postes des entrées ou des éléments d'actif et de passif, pour éviter de neutraliser les pertes qui pourraient être reconnues et des bénéfices non reconnus comme non réalisés.

En vertu du principe de compétence, l'effet des transactions et d'autres événements sont comptabilisés à l'année à laquelle ces transactions sont liées; en ce qui concerne les charges et les revenus liés aux projets qui ne sont pas conclus d'ici la fin de l'année, en considération des difficultés d'évaluation, ont été «suspendu» par l'insertion d'avance et produits reportés et par conséquent reporté au prochaine année. En ce qui concerne spécifiquement les évaluations, nous montrons que les critères ont été adoptés pour les éléments les plus importants, en conformité avec l'art. 2426 du Code Civil.

Dans le cadre du nouveau texte du principe de comptabilité OIC 24 les frais de publicité ont été reclassés de l'élément BI1 BI2, tant pour l'année 2017 tant pour le précédent pour toute homogénéité.

ACTIF

B. Immobilisation

B. I. immobilisations brutes

Les immobilisations ont été comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais directement attribuables, et le nette de l'amortissement cumulé au cours des années et directement prélevé sur les postes individuels. Les coûts de maintenance et des améliorations aux immobilisations louées sont inclus sous la rubrique «Autres immobilisations brutes» et sont amorties sur une base systématique pour la période de la location. Les immobilisations dont la valeur de marché à la date du bilan est inférieure au coût amorti selon les critères ci-dessus, sont ramenées à leur valeur de marché. Si les raisons qui ont conduit à cette dévaluation, n'existent pas, nous procédons au rétablissement du coût.

B. II. Immobilisation nettes

En conformité à l'art. 2426 du Code civil les immobilisations nettes sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires directement attribuables. Les coûts de maintien et de réparation ont été comptabilisés seulement si ont mis en place une augmentation effective de la valeur et / ou la fonctionnalité des produits. Les biens avec montant jusqu'au 516,46 €, sous réserve d'une utilisation autonome, sont enregistrés au compte de résultat lorsque leur utilité est limitée à un an. Les actifs existants aux sièges étrangers sont comptabilisés dans le bilan, déduction faite de l'amortissement cumulé. Les revalorisations n'ont pas été ajustées.

Ajustements

La dépréciation comptabilisée au compte de résultat, est calculé en fonction de l'utilisation, la destination et la durée des actifs, basés sur le critère de la durée de vie utile, et cette politique a été pensée pour être représentée par les taux ci-dessous exposés. Les taux utilisés pour l'amortissement des immobilisations nettes utilisées en Italie, sont les suivants:

<i>Immobilisations</i>	<i>Taux %</i>
Immeubles	3%
Plante	20%
Equipement	20%
Ameublement	10%
Matériel de bureau	20%

La valeur des immobilisations est ajustée par l'amortissement cumulé. Les immobilisations nettes n'ont pas été réévaluées. Les taux utilisés pour les biens matériels aux sièges étrangers, on a utilisé les tableaux des procédures internes de COOPI.

B.III Actifs financiers

Les participations de la Fondation, les consortiums mutuelles impliquant des sociétés ou d'autres entreprises opérant dans le cadre de la coopération, sont comptabilisés comme intangible car ils sont de nature temporaire et représentent un investissement stratégique durable pour la Fondation. Les investissements dans d'autres sociétés sont évalués à leur coût d'acquisition ou de souscription.

C. ACTIFS COURANTS

C. I Stocks

Le montant de 29.360 € a été enregistré sous la rubrique " Stock de valeurs" dans le cadre d'un legs reçu en 2017.

C.II Crédits

Sont évalués à leur valeur de réalisation estimative. L'ajustement de la valeur nominale des crédits à leur valeur de réalisation estimative par une provision spécifique pour la dépréciation des mêmes.

C. III. Les actifs financiers

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

C.IV. La trésorerie et les équivalents de trésorerie

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

D. PRORATAS ET REESCOMPTE ACTIFS

Ces concernent les coûts communs aux deux années consécutives ou plus, dont le montant est déterminé sur la base du principe des droits constatés. Dans le cas de remboursements anticipés à long terme ont été vérifiées les conditions qui ont conduit à l'inscription originale et, le cas échéant, adoptées des modifications appropriées. Inclus dans les charges payées il y a les coûts engagés au cours de l'année, concernant les projets non achevés dans le même exercice ou lorsque le processus de détermination du résultat est toujours en cours.

PASSIF

B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces sont des dispositions prudentielles pour couvrir d'éventuelles obligations relatives à certains bailleurs de fonds pour les rapports financiers qui sont en phase d'approbation.

C. INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT

Représentent le montant à payer à tous les employés à la date du bilan. Ce passif, déterminé conformément aux dispositions de la loi et des contrats de travail, a été démontré au net des avances versées.

D. DETTES

Ces sont évalués à leur valeur nominale.

E. PRORATAS ET REESCOMPTE PASSIFS

Ces se rapportent aux coûts communs à deux ou plusieurs années consécutives.

Parmi les réescomptes passifs il y a les revenus obtenus au cours de l'année et pour des projets non achevés pour la même année ou le même processus de détermination du résultat qui est toujours en cours.

FONDS RISQUES ET GARANTIES

Les engagements et les garanties données et reçues sont indiqués aux comptes d'ordre à leur valeur contractuelle.

- Les garanties données sont les garanties émises à la faveur de tiers.
- Les engagements sont les obligations des contrats signés qui n'ont pas encore été exécutés.
- Les risques auxquels la manifestation d'un passif est probable sont décrits dans la note complémentaire et attribués selon des critères des réserves de risque.

Les risques auxquels la manifestation d'un passif est possible sont décrits à la note complémentaire, sans faire de provisions, selon les principes comptables de référence.

CRITÈRES DE CONVERSION DES MONTANTS EN DEVISE

Les crédits et les dettes en devises étrangères sur les comptes bancaires à l'étranger sont comptabilisés aux taux de change publiés par l'Union européenne pour le mois de Décembre 2017.

REVENUS

Coûts et revenus

Ces sont comptabilisées en conformité avec les principes de prudence et de compétence.

2) Mouvements des immobilisations

Ces sont comptabilisés au coût historique et sont nettes de l'amortissement cumulé au cours des années et attribués directement aux postes de compétence.

BI) Immobilisations brutes

Les variations des immobilisations brutes au cours de l'exercice sont:

	31/12/2016	Incréments	Amortissements	31/12/2017
Dépenses de publicité	537.765	246.579	(256.341)	528.004
Autres dépenses	12.276	0	(4.092)	8.184
Coûts de maintenance extr.	18.590	0	(3.435)	15.154
Coûts extr. Cascina	0	172.973	(19.219)	153.754
Total	568.631	419.552	(283.087)	705.096

	31/12/2016	Incréments	Diminutions	31/12/2017
Etude de faisabilité Perù	362	2.418	(2.781) -	0
Etude de faisabilité Madagascar	0	223	(223)	0
Etude de faisabilité RCA	2.127		(2.127)	-
Etude de faisabilité Mali	6.358	263	(6.621)	0
Etude de faisabilité Liban	12.453	46.815	(33.772)	25.496
Etude de faisabilité Nigeria	1.042		(782)	261
Etude de faisabilité Iraq	3.974	33.478	(9.363)	28.089
Etude de faisabilité Jordan	20.306	18.125		38.431
Etude de faisabilité RDC	2.376		(1.188)	1.188
Etude de faisabilité Ecuador	6.664	231	(6.895)	-
Etude de faisabilité Senegal	4.414	13.849	(3.653)	14.610
Etude de faisabilité Sirie	15.558	31.258	(11.704)	35.112
Etude de faisabilité Cameroun	945	8.277	(4.263)	4.959
Etude de faisabilité Kenia	0	2.464	(2.464)	-
Etude de faisabilité RCA 2016	0	6.335	(3.168)	3.168
Etude de faisabilité Tunisie	0	13.792	0	13.792
Etude de faisabilité Cameroun	0	8.388	0	8.388
Total	76.579	185.917	(89.002)	173.494

Total	645.211	609.008	(372.089)	882.129
--------------	----------------	----------------	--------------------	----------------

Les frais de maintenance extraordinaire liés à l'hébergement partiel du toit de l'immeuble du siège. Les charges exceptionnelles de Cascina concernent des interventions pour un montant total de 172.973,04 € qui sont amorties sur les 9 années restantes du contrat.

Les études de faisabilité comprennent les coûts engagés pour les missions pour les projets qui sont ou seront soumis aux divers bailleurs de fonds et pour l'ouverture de nouveaux pays / secteurs.

Ces sont des avances qui seront enregistrées aux projets au moment de leur approbation, dans le cas de non-approbation du projet ou non ouverture du pays / secteur de l'étude de faisabilité, ces seront enregistrées au coût de l'année.

BI) Immobilisations nettes

Celles liées au bureau de Milan, brut de l'amortissement cumulé, sont :

	31/12/2016	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2017
Immeubles	235.291				235.291
Plantes	131.975	-			131.975
Plantes civiles bureau cer	59.714				59.714
Plantes élect-télep.	72.261				72.261
Autres	683.578	28.621			712.200
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.979				44.979
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	466.608	28.621		1	495.230
Total	1.050.844	28.621	-	1	1.079.466

Les mouvements des amortissements au cours de l'année sont les suivants:

	31/12/2015	Incréments	Cessions	Transfert	06/01/1900
Immeubles	6.580	1.645			8.225
Plantes	126.096	5.647	-	-	131.743
Plantes civiles bureau cer	58.621	863			59.484
Plantes élect-télep.	67.476	4.784			72.260
Autres	587.817	57.223	0	0	645.040
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.597	624			45.221
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	371.228	56.599	0	0	427.827
Total	720.493	64.515	0	0	785.008

En ce qui concerne la catégorie immeubles, l'amortissement se réfère à la partie du bien qui n'est pas dans les capitaux propres.

Le détail des mouvements d'immobilisations nettes liées aux sièges étrangers est la suivante:

	31/12/2016	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2017
Bolivie	31.644				31.644
Rép.Dém. du Congo	40.951				40.951
Ethiopie	52.214				52.214
Guatemala	38.658				38.658
Haiti	62.711				62.711
Kenia	6.725				6.725
Malawi	22.371	24.654			47.025
Paraguay	52.746				52.746
Peru	16.977				16.977
Rép.Centrafricaine	88.295				88.295
Sudan Darfur	15.501	3.967,09			19.468
Tchad	37.815				37.815
Total	466.608	28.621	-	-	495.230

Le détail des mouvements des amortissements référé aux sièges étrangers est:

	31/12/2016	Ammort. Projets	Amm.to Coordin.	Total	Utilis. pour cessions	Ajustem.	31/12/2017
Bolivie	31.644			-			31.644
RépDémCongo	40.271	681		681			40.952
Ethiopie	52.214			-			52.214
Guatemala	36.701	1.952		1.952			38.653
Haiti	14.479	19.122		19.122			33.600
Kenya	6.725			-			6.725
Malawi	9.100	22.865		22.865			31.965
Paraguay	24.571	7.828	2.043	9.871			34.441
Peru	16.977			-			16.977
RépCentrafric.	85.230		1.555	1.555			86.785
Sierra Leone	15.501		554	554			16.055
Tchad	37.815			-			37.815
Total	371.228	52.447	4.152	56.599	-	-	427.827

Au cours de l'exercice a été effectué l'inventaire physique des biens aux sièges étrangers. Les valeurs attribuées ont été déterminés en supprimant le coût d'achat aux amortissements attribué aux projets selon les procédures internes de COOPI en conformité avec les procédures des différents bailleurs de fonds.

BIII) Actifs financiers

La valeur est composée de 128 actions, d'une valeur de € 52,5 + € 5 de supplément pour chacune, auprès de Banca Etica.

3) Frais d'établissement, coûts de recherche, développement et publicité.

Au cours de l'année, on a soutenu des dépenses de publicité pour un montant de € 246.579; ces dépenses ont été capitalisées selon un plan d'amortissement de cinq ans.

En fait, on croit que les conditions de capitalisation subsistent et plus particulièrement:

- non-récurrents (activité de développement du projet "FACE TO FACE");
- la relation de cause à effet entre eux et le futur revenu fiable peut être démontrée.

3bis) Dépréciation des immobilisations nettes.

Il n'y avait aucune perte de valeur.

4) Autres variation actif et passif

ACTIFS COURANTS

1) Fonds

Comme déjà mentionné, la valeur de 29.360 € a été enregistrée dans le poste " Stock de valeurs" relatif à un legs reçu au cours de l'année 2017. La valeur est donnée par un rapport d'expert et rapportée de manière très détaillée dans les documents notariés et bancaires. Le contenu a été déposé dans un coffre-fort.

2) Crédits

Crédits bailleurs de fonds

	31/12/2016	31/12/2017	Variation
Union Européenne	416.489	66.416	(-350.073)
ECHO	353.304	1.422.852	1.069.549
Ministère affaires étrangères italien et autres entités italiennes	98.296	75.296	(-23.000)
Agencies NU	799.786	826.450	26.664
Autres	785.619	561.524	(-224.095)
Total	2.453.494	2.952.538	499.044

Crédits d'impôt

	31/12/2016	31/12/2017	Variation
Crédits d'impôt	37.748	38.429	681
Total	37.748	38.429	681

Autres crédits

	31/12/2016	31/12/2017	Variation
Projets	21.131	15.131	(-6.000)
Dépôts	18.302	18.302	0
Collaborateurs et employés	508	959	451
Crédit de TVA Ecuador		6.756	6.756
Autre	751.290	824.290	73.000
Total	791.231	865.438	74.207

3) Variation du fond pour la dépréciation des crédits

Au 31/12/2017, il n'y a aucune dépréciation des crédits.

4) Disponibilité de caisse.

Les dépôts bancaires comprennent les intérêts courus à la date du bilan.

La rubrique «valeur de caisse» comprend les monnaies nationales, timbres papier, postaux ou fiscaux, en monnaie locale en fonction du taux d'échange infoeuro du mois de Décembre pour les dépôts étrangers.

Description	31/12/2016	31/12/2017	Variation
dépôts bancaires Ita	1.616.001	5.261.971	3.645.970
caisse Ita	9.617	5.789	(-3.828)
dépôts postales	338.029	429.457	91.428
chèques	0	2.100	2.100
disponibilité étranger	5.051.038	4.107.483	(-943.555)
Total	7.014.685	9.806.800	2.792.115

PASSIF

1) Provisions pour risques et charges

	31/12/2016	Incréments	Utilise	07/01/1900
Risques et charges	72.721			72.721
Totale	72.721	0	0	72.721

2) indemnités pour cessation d'emploi

L'indemnité est calculée sur la base des montants accumulés à la fin de l'année et couvre entièrement l'engagement de l'entreprise envers tous ses collaborateurs au 31.12.2017, selon les lois et les obligations contractuelles.

Pour l'analyse voir le tableau :

31/12/2016	Part allouée au cours de l'année	Utilis. pour demiss. et taxes	31/12/2017
438.517	106.551	(65.128)	479.940

3) Dettes

Tableau de référence pour les dettes :

Type	31/12/2016	31/12/2017	Variation
Dettes envers les banques	264.879	1.341.687	1.076.808
Dettes envers les fournisseurs	251.839	191.957	(-59.882)
Dettes envers autres bailleurs de fonds			
* à rembourser	138.623	0	(-138.623)
Taxes			
*trésor / source	51.054	55.020	3.966
Dettes envers instit.sécurité sociale	121.290	155.996	34.706
Autres dettes			
*dettes c/salaires	495.690	474.107	(-21.583)
*dettes c/associés	183.230	159.223	(-24.007)
*dettes envers projets	1.043.445	1.019.755	(-23.690)
divers	592.297	792.991	200.694
Total	3.142.347	4.190.736	1.048.389

Les dettes envers les banques sont représentées par les soldes débiteurs des comptes courants en raison de l'utilisation des avances sur les contrats.

Les dettes envers projets sont représentées par les factures à recevoir par les fournisseurs.

5) Investissements en société

Il n'y a aucune participation.

6) Crédits et dettes arrivant à échéance après plus de 5 ans.

Il n'y a aucune dettes de plus de cinq ans à la date du 31/12/2017.

6bis) Les variations des taux de change.

Il n'y a pas de changements significatifs.

6ter) Crédits et dettes avec l'obligation de relégation.
Il n'y a pas de dettes et de crédits avec cette obligation.

7) Courus et différées

Détail au tableau suivant :

Courus et différés actifs	31/12/2016	31/12/2017	Variation
Courus	0	0	0
Différées	36.845	52.329	15.485
Différées projets	17.383.610	22.035.493	4.651.883
Total	17.420.455	22.087.822	4.667.367

Les différées projets sont les transferts de coûts liés aux projets dont l'activité se poursuivre en 2018.

La répartition des charges à payer est la suivante :

Charges à payer	31/12/2016	31/12/2017	Variation
Financement d'exercice	146.876	229.674	82.798
Autres			0
Total	146.876	229.674	82.798

La répartition des différées passifs est:

	31/12/2016	31/12/2017	Variation
Différées passifs projets	24.308.067	31.136.097	6.828.030
Total	24.308.067	31.136.097	6.828.030

Les différées passifs projets comprennent les contributions reçues au cours de l'année et pour les projets pas encore achevés.

7 bis) La structure du capital et patrimoine propre

Le patrimoine est :

	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
I) Fonds commun	70.000			70.000
VI) Réserve statutaire	0			0
VII) Autres réserves:	0			0
*réserve extraord.	180.457			180.457
*réserve fonds proj.	470.956	140.000	(-20.931)	590.025
*Autres	0			0
VIII) Restes (déficit) reporté	(-131.825)	140.188		8.363
IX) Excédent (déficit) de l'exercice	2.138	845		2.983
Total	591.726	281.033	(-20.931)	851.828

Les actifs nets de la Fondation est composé du Fonds commun qui comprend la dotation initiale de € 70 000. Au capital libre il y a € 180.457 concertants trois propriétés situées à Marsala (50%), en RCA et au Paraguay.

Le fond de réserve projets comprend les fonds disponibles de la Fondation, qui sont alloués à des projets sur une base institutionnelle mais sans engagement contractuel. La part du "fonds projets pays" s'élevait à 305.394 € et a été augmentée de 140.000 €.

Au contraire, au cours de l'année précédant 2017, c'est-à-dire 2016, ce fonds a été utilisé pour maintenir la part monétaire d'un projet en RDC à un montant de 85.837 €. Le montant actuel de ce poste est de 445.394 €

8) Intérêts capitalisés

Il n'y a pas intérêt capitalisé.

9) Les engagements qui ne sont pas au patrimoine

La Fondation a reçu des garanties bancaires et d'assurance de tiers: à la fin de l'exercice, il y avait 10 garanties en cours. Ces garanties sont en place respectivement avec Banca Etica (6) et Banca Prossima (4) pour garantir les avances payées ou les obligations contractuelles aux bailleurs.

Le total garanti au 31/12/2017 s'élève à € 2.586.365 (contre € 1.708.374 de l'année précédente), en raison de l'effet des projets AICS (Coopération Italienne).

10) Revenus par secteur d'activité et zones géographiques

Les revenus bruts en 2017 sont 42.429.737 € et les revenus nets sont 42.426.755 €.

Ci-dessous un tableau spécifique, avec les activités dans les différentes zones géographiques.

Le poste "autres" comprend toutes les activités en Italie, tandis que le poste "bureaux à l'étranger" concerne la coordination.

zone géographique	revenus
Afrique Centrale	11.864.936
Africa Occidentale	6.503.073
Africa Orientale et Australe	17.942.861
Amérique Latine et Caraïbes	3.952.599
Moyen-Orient	821.898
Italie	1.344.370
Total	42.429.737

coûts par type de destination	coûts
Emergence	34.561.120
Développement	5.715.808
Sièges étrangères	1.372.911
Autre	776.916
Total	42.426.755

11) Résultats de participation

Il n'y a pas participation.

12) Produits et charges financiers

Nous illustrons les détails des recettes et dépenses pour l'année:

	2016	2017	Variation
Intérêts créditeurs v/banques et poste	1.302	904	(-398)
Gains de change	586.611	627.091	40.480
	587.913	627.995	40.082
Intérêts débiteurs v/banques	(-137.743)	(-99.934)	37.809
Différences de change passive	(-384.237)	(-830.966)	(-446.729)
	(-521.980)	(-930.900)	(-408.920)
Total	65.933	(-302.905)	(-368.838)

13) Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels présents dans le compte de résultat ont été reclassés dans la partie ordinaire par nature. En particulier:

Nom	2017	2018
PASSIFS EVENTUELS	€ 307.735,53	€ 125.739,26
Reclassés en postes:		
PERTES SUR CREANCES	€ 227.790,67	€ 89.048,65
COUTS DIRECT LOCAL POUR AUTRES CHARGES	€ 79.944,86	€ 36.690,61

ACTIFS EVENTUELS	€ 50.674,32	€ 41.015,95
Reclassés en postes:		
REVENUS DES BUREAUX A L'ETRANGER	€ 35.072,95	€ 10.311,38
REVENUS DIVERS	€ 15.601,37	€ 30.704,57

14) Situation fiscale

La Fondation, en tant que non-lucratif, est exempté de IRAP conformément à l'article 7 de la loi 27 du 18/12/2001 (Régional 2002 Région Lombardie).

La Fondation n'a pas de dettes fiscales et n'est pas actuellement l'objet d'audits fiscaux et à des inspections.

15) Employés

Le mouvement des employés était la suivante:

Employés au 31.12.2016	53
Recrutements	14
Démissions	(13)
Totale au 31/12/2016	54

A partir du 2015, les frais engagés sur place précédemment classés entièrement entre les coûts de service, ces sont reclassés en fonction de leur nature.

Les coûts du personnel local sont inclus dans la section B.9.e "autres frais de personnel".

DONNEES SUR L'EMPLOI

Collaborateurs travaillant en Italie

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017	Variations
Employés	53	54	+1
Collaborateurs	13	9	-4
TOTAL	66	63	-3

Le contrat de travail des employés est le Collective du Commerce. Les rapports de collaboration se réfèrent à l'Accord Cadre du 24.04.2013 harmonisé avec l'Accord du 14/09/2015 et ses prorogations successives, remplacées par le nouvel Accord du 09/4/2018.

16) Rémunération aux administrateurs et organismes de contrôle.

Les administrateurs et le Collège des Contrôleurs des Comptes n'ont pas reçu rémunération. La société de révision BDO Italia SpA a reçu un montant de € 12.000 plus les frais et la TVA pour un montant de € 14.884 pour la vérification des états financiers.

17) Nombre et valeur nominale des actions par catégorie

La Fondation n'a pas émis en 2017 ni pendant les années précédentes, actions de toutes sortes.

18) Les actions de profit et obligations convertibles

La Fondation n'a pas émis en 2017 ni pendant les années précédentes, actions, ni obligations de toutes sortes.

19) Les instruments financiers émis par la société.

La Fondation n'a pas émis en 2017 ni pendant les années précédentes instruments financiers.

19bis) Les prêts des membres.

La Fondation n'utilise pas comme forme de financement, le financement direct de ses membres.

20) Patrimoine destiné aux activités spécifiques

La Fondation n'a pas Patrimoine destiné aux activités spécifiques.

21) Information ex Article 2447-decies paragraphe 8

La Fondation n'a pas de fonds pour une transaction spécifique, dont les recettes sont destinées uniquement au remboursement de tout ou partie du prêt.

22) Locations financières.

Il n'y a pas des leasings au cours de l'année 2017.

23) Autre information

	31/12/2016	31/12/2017	Variations
Cotisations des membres	6.900	7.500	600
Parrainage des enfants	31/12/2016	31/12/2017	Variations
Revenus	559.088	535.940	(-23.148)
Dépenses	(6.142)	(6.698)	(-556)
Transfert aux projets	419.458	406.674	(-12.784)

Il s'agit du montant des revenus et des dépenses pour les initiatives de parrainage des enfants.

Les transferts effectués aux bénéficiaires finaux sont mis en évidence séparément.

UTILISATION DES FONDS 5PERMILLE

Pendant le 2017, des fonds d'un montant de 85.393,09 € ont été utilisés, alloués pour les "5 per mille" relatifs à 2014 et reçus le 11/08/2017; les fonds ont été utilisés en faveur du projet "Encourager l'innovation et le développement économique durable dans les territoires de Jérusalem-Est à travers le TVET" en Palestine.

Les considérations et les chiffres contenues dans la note complémentaire sont conformes aux écritures comptables et reflètent correctement les faits administratifs tels qu'ils se sont produits.

COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

Le Président

Claudio Ceravolo

